

Grèce : après la dépression, la «déprime»

 liberation.fr/planete/2018/08/19/grece-apres-la-depression-la-deprime_1673452

August 19, 2018

Economie

Par Fabien Perrier, correspondant à Athènes — 19 août 2018 à 20:06

Alors qu'Alexís Tsípras se réjouit que son pays soit sorti du programme d'assistance économique, les Grecs restent pessimistes sur leur situation. Retraites minimales, exode des jeunes, fécondité au plus bas... les indicateurs sociaux sont toujours alarmants.

Nous, les Grecs, nous ne nous en sortirons jamais», lance Virginia, 56 ans. Dans son agence immobilière, elle discute de la sortie, ce lundi, du troisième plan de sauvetage du pays avec une collègue, Athina. Toutes deux s'agacent des déclarations de l'entourage d'Alexís Tsípras, le Premier ministre issu de la gauche grecque, reprises en boucle par les médias : le pays vit, selon lui, le *«dernier acte du drame des mémorandums»* signés pour éviter à tout prix une sortie de la Grèce de l'euro, aux conséquences vraisemblablement encore plus dramatiques. Et il vante *«un nouvel horizon qui se profile pour la société»*. Virginia, elle, n'y croit plus : *«Je me sens terriblement déprimée...»* A tel point qu'à ses yeux, il n'y a plus qu'une option : *«Partir, car la Grèce n'a plus d'avenir.»* Elle le répète à son aîné, étudiant à Athènes. Quant au cadet, qui s'est installé en France le bac en poche : *«Il a bien fait !»* tranche-t-elle.

Angoisse de l'avenir, sentiment de déclassement, impression que l'exode est l'unique option : de plus en plus de Grecs jettent sur leur pays un regard désolé et inquiet. Entre 300 000 et 500 000 des 10 millions d'habitants, essentiellement des personnes de moins de 25 ans, ont quitté le pays depuis 2010 et le premier plan de sauvetage accompagné de son corollaire : les mesures drastiques d'austérité. L'économie s'est effondrée. Pour comprendre quel est l'impact de la chute du produit intérieur brut de 25 % depuis huit ans, un chiffre, édifiant, suffit. La moitié des 900 000 entreprises de moins de 10 salariés ont fermé. Le chômage, d'à peine 10 % en 2010, a culminé à 27,9 % en juillet 2013 ; il est certes enfin descendu sous les 20 % mais reste deux fois plus ravageur chez les moins de 25 ans. Les chômeurs ne sont maintenus hors de la pauvreté que par un fil : une indemnité chômage qui, en terre hellène, ne s'élève qu'à 360 euros, et à 504 euros pour une famille de quatre personnes. Une indemnisation versée pendant un an maximum après la perte du travail. Du coup, seuls 8 % des demandeurs d'emploi sont indemnisés. Les autres ne doivent leur survie qu'à leur famille, au système D ou à la vente de leur bien immobilier.

Travail à temps partiel

«Les Grecs bradent leurs biens, appartements et maisons... Et les étrangers les achètent à bon prix», explique Virginia, qui ajoute : *«Ceux qui vendent ne le font pas de gaieté de*

cœur. Leurs revenus ont chuté ; ils ne peuvent plus payer les impôts ni l'entretien de leur maison.» Les revenus ont en effet considérablement chuté depuis huit ans. Les rémunérations ont diminué de 35 % en moyenne. Le salaire minimum grec, de 750 euros en 2010, a fondu à 586 euros, et même à 510 euros pour les moins de 25 ans. La plupart des emplois créés, à temps partiel ou à durée déterminée, ne permettent pas de sortir de la précarité ou de la pauvreté. Aujourd'hui, un tiers du 1,7 million d'employés travaillent à temps partiel, pour 394 euros net par mois, soit à peine plus que le seuil de pauvreté national (380 euros).

Et difficile de se projeter ou de penser à de vieux jours paisibles, car la possibilité de prétendre à une retraite décente s'est pour le moins amoindrie. Et pour cause : le pays a connu pas moins de 27 diminutions des retraites depuis 2010. En moyenne, elles ont baissé de 45 %. La retraite minimale garantie, de 345 euros pour quinze années de cotisation, se situe sous le seuil de pauvreté. *«Ma mère a cotisé vingt ans, et se retrouve avec une retraite de 400 euros, se désole Athina. Comment peut-elle vivre avec ça ?»* Mais cette question en cache en réalité une autre : comment la famille peut-elle continuer à jouer le rôle d'amortisseur social qui lui a longtemps été dévolu, suppléant ainsi un Etat au bord de la faillite ? Il y a urgence car *«la pauvreté est une bombe pour la cohésion sociale et l'économie grecques»*, prévient Savas Robolis, professeur émérite d'économie à l'université Panteion d'Athènes.

Anxiolytiques et antidépresseurs

Car la crise sociale tient désormais de la crise sociétale. Différentes enquêtes menées dans ce petit bout d'Europe révèlent ainsi l'explosion des phénomènes de dépression, voire de suicides depuis 2010. Ce que confirment... les eaux usées de la capitale. En effet, des chercheurs de l'Université capodistrienne d'Athènes ont constaté lors de tests sur celle-ci un boom de la consommation de psychotropes (multipliée par 35 entre 2010 et 2014), d'anxiolytiques (multipliée par 19) et d'antidépresseurs (multipliée par 11). Le pays vit une dépression collective où l'absence de perspective ajoute à l'angoisse du quotidien. Un sondage réalisé par la société Nielsen révèle ainsi que plus de 7 Grecs sur 10 doutent que le pays sorte de la crise économique dans les douze prochains mois. Résultat : ils continuent de sabrer dans leurs dépenses consacrées aux loisirs, aux sorties ou à l'habillement. Un autre sondage, mené par le Centre du travail d'Athènes, décrit la souffrance au quotidien. Ainsi, 43 % des ménages déclarent ne pas avoir les moyens de payer le chauffage de leur logement ; 52 % disent qu'ils ne pourraient pas faire face à une dépense imprévue de 500 euros, et 49 % assurent qu'ils ne peuvent partir en vacances. Enfin, «seuls» 42,5 % des salariés affirment percevoir leur salaire en retard.

Beaucoup ont vu leurs projets brisés. Athina est retournée vivre chez sa mère. Son ancien ami est parti en Allemagne. Ses projets de mariage et d'enfants ont été remisés. D'ailleurs, le taux de fécondité, de 1,8 enfant par femme en 2010, a chuté à 1,3 en 2018. Le plus faible, et de loin, en Europe. Bien insuffisant pour assurer le renouvellement des générations. *«Même si le taux passe à 1,5, la population grecque, de 10,8 millions d'habitants aujourd'hui, ne sera plus que de 8,6 millions en 2060»*, explique Savas Robolis.

Et cette baisse de la population aura des effets en chaîne sur le développement économique, sur le financement des retraites, etc. Désormais, le gouvernement espère

utiliser les quelques marges de manœuvre dont il disposera pour stabiliser le marché du travail. Bref, essayer de recréer un espoir dans une Grèce éreintée. En attendant, *Ta Nea*, le quotidien proche de l'opposition, préfère jouer sur l'ironie : «21 août. [...] *Le plan d'aide est terminé. Le cauchemar continue.*» Virginia et Athina ne disent pas autre chose en fermant la devanture de l'agence immobilière : «*Le pays est transformé en supermarché pour les étrangers. Et nous, en main-d'œuvre bon marché.*»